



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Mercredi 01 juin 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Réunion du Gouvernement: plusieurs points à l'ordre du jour

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a présidé mardi une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen d'un projet de loi dans le domaine des Finances. La réunion a été également consacrée aux communications relatives aux préparatifs pour la réalisation du 6ème Recensement général de la population et de l'habitat et aux préparatifs de la commémoration du 60ème anniversaire de l'Indépendance, indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral:



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Réunion du Gouvernement: proposition de création de quatre agences chargées d'octroi du foncier destiné à l'investissement

Le Gouvernement a examiné, mardi, lors de sa réunion hebdomadaire, présidée par le Premier ministre M. Aïmene Benabderrahmane, un avant projet de loi proposant la création de quatre agences nationales chargées d'octroi du foncier destiné à l'investissement, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre.

SELON L'ENQUÊTE SUR LE BUDGET OUVERT 2021 : L'Algérie loin du compte en matière de transparence et de contrôle budgétaires

L'Algérie continue à cumuler du retard en matière de transparence et de contrôle budgétaires. Idem pour ce qui est de la participation du public à l'élaboration des différents budgets. Ce retard maintient le pays en bas du classement mondial, avec des scores très faibles pour ces trois indicateurs, notamment par rapport à ceux des pays de la région.

C'est ce que conclut globalement l'Enquête sur le budget ouvert (EBO) 2021, réalisée par l'International Budget Partnership (IBP) dans 120 pays, avec les partenaires de la société civile. Selon cette enquête biennale lancée pour la première fois en 2006, qui met l'accent sur la gestion de l'argent, l'Algérie a obtenu un score de 3/100 en matière de transparence budgétaire, 0/10 pour la participation du public et 32/100 concernant le contrôle budgétaire.

L'EBO a rendu public hier sa 8e édition qui relève pour la partie transparence, qui mesure l'accès du public aux informations sur la façon dont le pouvoir central collecte et dépense les ressources publiques, un résultat proche de celui 2019.

Avec ce score et une moyenne mondiale de 45/100, l'Algérie arrive bien loin de la Jordanie (61/100), le Maroc, l'Egypte, la Tunisie, l'Arabie Saoudite et l'Irak. Certes, l'Algérie a accru, selon la même source, la disponibilité des informations budgétaires à travers la publication en ligne du budget des citoyens, mais beaucoup reste à faire.

D'où la nécessité pour l'IBP de donner la priorité à certaines actions pour améliorer le score. Il s'agit de publier en ligne et de produire dans les délais certains documents importants, comme la revue de milieu d'année, le rapport d'audit dans les délais et celui préalable au budget.

Autre recommandation : travailler sur l'exhaustivité du budget approuvé, en incluant les estimations de dépenses pour chaque programme, les estimations pour chaque source de recettes ainsi que celles des emprunts et dettes du gouvernement.

L'EBO, qui évalue par ailleurs les possibilités formelles offertes au public pour une participation significative aux différentes étapes du processus budgétaire, accorde à l'Algérie dans ce cadre un score nul (0/10) pour une moyenne mondiale de 14/100. Autrement dit, les citoyens sont exclus de tout ce qui a trait à la gestion des finances publiques. Pour renverser la donne, «le ministère des Finances de l'Algérie devrait accorder la priorité aux mécanismes pilotes pour impliquer le public lors de l'élaboration du budget et pour le suivi de son exécution», préconise l'IBP.

Et ce, en impliquant les franges vulnérables de la société. Pour les rédacteurs de ce rapport, l'Assemblée populaire nationale (APN) devrait travailler pour «permettre aux organisations de la société civile de témoigner lors des débats sur la proposition de budget avant son approbation».

La Cour des comptes devrait à son tour, selon la même source, miser sur la participation du public au processus budgétaire, en mettant en place des mécanismes formels permettant au public de l'aider à développer son programme d'audit et de contribuer aux enquêtes d'audit nécessaires.

POUR UNE INSTITUTION BUDGÉTAIRE INDÉPENDANTE

Au sujet du contrôle budgétaire pour lequel l'Algérie obtient un score de 32/100, l'EPB relève que l'APN assure un contrôle limité pendant la phase de planification du cycle budgétaire, et un contrôle faible pendant la phase d'exécution. Pour apporter des améliorations dans ce cadre, le pouvoir législatif «doit débattre de la politique budgétaire avant que la proposition de budget de l'Exécutif ne soit déposée, et approuver les recommandations pour le prochain budget», recommande l'IBP.

Dans la pratique, il y a lieu de «veiller à ce que le pouvoir législatif soit consulté avant que l'Exécutif ne transfère des fonds entre les unités administratives spécifiées dans le budget adopté au cours de l'exercice budgétaire, ne dépense des recettes imprévues ou ne réduise les dépenses en raison d'un déficit de recettes».

Aussi, pour renforcer l'indépendance et améliorer le contrôle par la Cour des comptes de l'Algérie, l'IBP propose d'exiger une approbation du pouvoir législatif ou judiciaire pour la nomination et la révocation du président de la Cour des comptes, et de veiller à ce que les processus d'audit soient examinés par une institution budgétaire indépendante (IBI). Ce dont l'Algérie ne dispose pas, alors que les IBI sont de plus en plus reconnues comme de précieuses sources d'informations indépendantes. C'est-à-dire non partisans que ce soit pour l'Exécutif ou pour le Parlement pendant le processus budgétaire.



Octroi du foncier économique : Création de quatre agences nationales indépendantes

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane a présidé ce mardi une Réunion du Gouvernement tenue au Palais du Gouvernement. Au chapitre financier, c'est la concession des terrains relevant du domaine privé de l'Etat destinés à la réalisation des projets d'investissement qui été à l'ordre du jour, avec une présentation par le ministre des Finances d'un avant projet de Loi modifiant et complétant l'Ordonnance n°08-04 du 01/09/2008 fixant lesdites conditions et modalités. Ce projet de texte sera examiné lors d'un prochain Conseil des Ministres.



[16e Forum de la BID : Le rôle de l'innovation sociale dans la lutte contre la pauvreté au menu](#)

L'Institut de la Banque Islamique de Développement (BID) organise le 16e Forum mondial de la BID sur la Finance Islamique. L'événement porte précisément sur le rôle de l'innovation sociale et de l'entrepreneuriat dans la lutte contre la pauvreté et la promotion de la prospérité partagée dans les pays membres de la BID.



[Face aux principales devises : Un contrôle plus rigide de la norme de référence du dinar](#)

La politique de change joue un rôle déterminant dans l'encouragement du commerce international. Elle impose une bonne gestion des politiques macroéconomiques et commerciales pour éviter un désalignement du taux de change réel et, donc, une contreperformance économique.



[Le pétrole grimpe à 123 dollars après l'embargo de l'UE](#)

Les prix du pétrole accentuaient leur hausse mardi jusqu'à des niveaux plus vus depuis les sommets atteints début mars, galvanisés par l'annonce de l'Union européenne parvenant finalement à un embargo sur l'essentiel du pétrole russe, après des semaines de négociations.



[L'inflation met à mal les plus grandes économies d'Europe](#)

L'inflation dans la plus grande économie de la zone euro a atteint son plus haut niveau en près de 50 ans en mai 2022. Dans ce contexte, la Banque centrale européenne (BCE) plaide pour une hausse graduelle des taux et les États mettent en place une série de mesures contre l'inflation.



[Un pessimisme justifié](#)

Crescendo, des indices tendent à alerter à mesure que le temps avance et que les impondérables malfaisants de la grande Histoire tiennent à se répéter. Une odeur de crise mondiale plane pour présager un retour au cataclysme du début du 20ème siècle. Le conflit armé en Ukraine s'apparente au réveil d'un volcan dont les laves commencent à embraser d'abord le terrain économique. Dans de telles conjonctures les catastrophes planétaires débutent toujours ainsi.



[Consultations politiques lancées par le Président : La société civile en renfort](#)

Reste encore à élargir le cadre de cette initiative et à la faire adopter par les différents acteurs de la scène politique nationale. Les consultations politiques lancées par le président de la République, dans le cadre du processus de la main tendue, se poursuivent conformément à l'agenda présidentiel.



وزارة المالية تطالب بمزيد من التقشف في ميزانية سنة 2023: إحصاء المناصب الشاغرة واحتواء تدريجي لأموال السوق السوداء

دعا وزير المالية عبد الرحمان راوية، إلى تعبئة، حالة بحالة، تمويلات المشاريع ذات البعد الاقتصادي في انتظار صدور النص التشريعي المتعلق بشروط تنفيذ الشراكة العمومية الخاصة، والتي مشروعها التمهيدي قيد الدراسة حسب الإجراءات المعدة، وأكد على توسيع الوعاء الضريبي والاحتواء التدريجي لأموال السوق السوداء.



المغربية للإيجار المالي قدمت 800 مليون أورو تمويلات خلال 15 سنة: طموح لدخول بورصة الجزائر

تطمح المغربية للإيجار المالي إدراج أسهمها في بورصة الجزائر لتطویر حصتها السوقية المقدرة حاليا بـ 23 من المئة وكذا رفع قيمة إجمالي تمويلاتها المقدرة بـ 800 مليون أورو، ما يعادل 122 مليار دينار بعد 15 سنة من تواجدها بالجزائر. ويأمل مسؤول الشركة في رفع بعض العقبات الإدارية لتسهيل عملية إدراجها في بورصة الجزائر التي تبقى من بين أهداف استراتيجيتها منذ إنشائها سنة 2006.

L'ETABLISSEMENT FETE SES QUINZE ANNEES D'ACTIVITE EN ALGERIE

Maghreb Leasing va intégrer la Bourse d'Alger

MAGHREB Leasing Algérie (MLA) ambitionne d'intégrer prochainement la Bourse d'Alger, une fois les contraintes administratives levées. C'est ce qui a été annoncé hier par les dirigeants de MLA, lesquels ont mis en avant le rôle joué par l'établissement financier en Algérie dans le financement et l'accompagnement des PME. MLA, qui a fêté doublement la journée d'hier avec la célébration de ses 15 années d'activité en Algérie et l'inauguration de son nouveau siège social, situé désormais à Hydra, à Alger, est revenu sur les 15 années de présence en Algérie mais aussi sur ses ambitions. MLA aspire, en effet, à intégrer prochainement la Bourse d'Alger après que le verrou administratif a sauté.

«Nous ambitionnons d'intégrer la Bourse d'Alger. Aujourd'hui, il y a certaines entraves administratives qui font que l'accès à l'actionariat demeure relativement contraignant,

a affirmé El Amine Senouci, président du directoire de MLA, lors d'une conférence de presse tenue hier au nouveau siège de MLA. Selon lui, ce qui freine l'intégration de l'établissement à la Bourse est «purement administratif».

«Il n'y a pas de blocage particulier», a-t-il précisé, affirmant que les orientations données par le gouverneur de la Banque d'Algérie ainsi que par le président de la République ont toujours été de développer l'économie et de faciliter l'accès des établissements aux banques.

«Nous sommes confiants. L'avenir est prometteur et nous serons au rendez-vous une fois que cela sera possible», a indiqué M. Senouci, qui s'est félicité de la célébration de quinze années de présence en Algérie. Ce qui fait de l'établissement «un acteur financier stable». Être au service des PME figure aussi parmi les ambitions de l'établissement financier. Selon Ahmed El-Karem, président du

conseil de surveillance de MLA, le mode de financement par leasing est très important, principalement pour le financement des PME.

«Nous voulons encourager les PME compte tenu des retombées très bénéfiques sur l'emploi et l'exportation», a-t-il affirmé, signalant la volonté de MLA de développer nombre de solutions pour les PME. «MLA devient, au fil du temps, une valeur sûre et se joint pleinement au nouveau modèle économique, par le biais d'un financement direct des PME/PMI, professions libérales, tout en assurant un accompagnement aux grandes entreprises», a-t-on signalé.

Créé par le groupe tunisien Amen et Tunisie Leasing et factoring, MLA s'est désormais doté d'un nouveau siège social qui a vu le jour après trois années de travaux et de finition, traduit par un investissement de plus de 1,5 milliard de dinars. «En se dotant de ses nouveaux

bureaux, MLA assoit sa présence en Algérie après 15 années d'existence ; un projet qui n'aurait pu aboutir sans l'évolution de l'établissement financier à travers sa taille et ses performances», a-t-on noté, signalant que cette nouvelle étape dans la vie de MLA vient couronner des années d'efforts.

Cette année, MLA souffle également, «avec fierté», sa 15e bougie. «Un parcours au service du développement de l'économie algérienne», selon l'établissement, qui a affirmé avoir réussi à accompagner ses clients par le financement de leurs projets pour un montant global qui dépasse les 122 milliards de dinars, MLA, avec un réseau composé de 13 agences à travers 12 wilayas, compte ainsi «maintenir ce cap de développement de l'économie algérienne et continuer à adopter une stratégie de créativité et de réactivité au profit de ses clients et partenaires».

Lilia Aït Akli

HYDROCARBURES

Vers un nouveau choc pétrolier

La crise énergétique, qui a pris un cours autrement plus délicat qu'elle menaçait vers la fin de l'année dernière, est en fin de compte « beaucoup plus importante » que les historiques chocs pétroliers des années 1970. Plus encore, elle risque de s'étaler dans le temps. Ce sont là deux des conclusions majeures d'un rapport commandé par l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

D'ici la fin de l'année, les Vingt-Sept se passeront de 90 % de leurs approvisionnements en pétrole qu'ils achètent à Moscou. La Hongrie, la Slovaquie et la République tchèque pourront continuer à être approvisionnées, les trois pays ayant avancé l'argument selon lequel ils ne disposent pas d'alternatives dans l'immédiat au pétrole russe. Dans un premier temps, l'embargo sera partiel, il ne sera appliqué que pour le pétrole acheminé par voie maritime et per-

mettra donc aux trois pays non concernés de continuer à être approvisionnés à travers le pipeline Droujba, long de 4 000 km. Cette décision privera les Européens, d'ici à la fin de l'année, des deux tiers du pétrole russe, mais eu égard à la décision de l'Allemagne et la Pologne de ne plus acheter du pétrole russe, ce sont en tout 90% des importations de l'Union européenne qui seront arrêtées.

C'est une évolution de la crise qui

augure des tensions sur le marché pétrolier et celui des produits raffinés. Déjà, avant que la décision ne soit prise, lundi soir, le patron de l'AIE a fait part, dans des propos rapportés par une publication allemande, de sa crainte que l'Europe se retrouve confrontée à des pénuries de carburant cet été en raison de la compression des marchés pétroliers. Plus alarmiste encore, le directeur de l'AIE n'a pas manqué d'avertir, en évoquant les conclusions d'un rapport que son institution a commandé, que la crise actuelle était « beaucoup plus importante » que les chocs pétroliers des années 1970 et qu'elle durerait également plus longtemps. Premier signe de cette crise : le rebond immédiat des prix. En effet, avant même que la décision des 27 de l'UE ne soit annoncée, les prix du pétrole ont pris

de la hauteur, dépassant les 120 dollars le baril de Brent dès le milieu d'après-midi de lundi puis, dès les premières heures de la séance d'hier, la hausse des prix s'accroît pour s'approcher des niveaux atteints en mars, occasionnant une crise de nerfs chez les dirigeants occidentaux. Hier donc, avant midi, le baril de Brent a atteint 124,10 dollars avant de se stabiliser autour de 123 dollars, renforçant ainsi les convictions de maints spécialistes dont ceux de banques américaines d'investissement, à l'instar de Bank of America qui assuraient, il y a à peine quelques jours, que le baril franchirait la barre des 120 dollars avant même le début de l'été, c'est-à-dire avant le grand départ des vacances, période où la demande sur les produits pétroliers s'accroît. Avis réitéré par le direc-

teur de l'AIE, il y a 48 heures, en avertissant : « Lorsque la principale période de vacances commencera en Europe et aux États-Unis, la demande de carburant augmentera. Nous pourrions alors assister à des pénuries : par exemple de diesel, d'essence ou de kérosène, en particulier en Europe ».

En tous les cas, il ne faut pas être devin pour s'attendre à ce que la réduction des exportations russes entraîne inévitablement une modification des fondamentaux du marché mondial, avec un risque de hausse des cours, et des incertitudes sur le moyen terme. Et ce ne seront pas les pressions occidentales sur l'Opec pour augmenter la production qui y changeront quoi que ce soit.

Azedine Maktour

Renseignement fiscal

Raouya reçoit une délégation du Forum mondial et de l'OCDE

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'adhésion de l'Algérie au Forum mondial sur la transparence et l'échange des renseignements à des fins fiscales, le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, a reçu lundi à Alger, une délégation de ce Forum et de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), a indiqué un communiqué du ministère.

Cette délégation, reçue au siège du ministère, effectue une visite d'étude en Algérie du 30 mai au 2 juin 2022, a précisé la même source.

Les discussions ont, essentiellement, porté sur la mise en œuvre de l'adhésion de l'Algérie au Forum mondial, ainsi que sur le dossier relatif à l'adhésion de l'Algérie à la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale (MAAC), ajoute le document. Cette rencontre a, également, permis d'échanger sur les modalités de l'adhésion de l'Algérie au projet de l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéficiaires (BEPS) et au cadre inclusif, selon le ministère. Le ministre des Finances a, par ailleurs, rappelé que l'Algérie avait signifié son adhésion au Forum mondial en date du 30 août 2021, et ce, afin de bénéficier des différents instruments multilatéraux, élaborés sous l'égide de l'OCDE et le Forum. Il s'agit notamment d'aide à la mise en place des normes internationales de transparence et d'échange de renseignements, de consolider la transparence fiscale et du développement des instruments d'échange de renseignements entre les Etats, ainsi que du renforcement de la lutte contre les phénomènes de fraude et d'évasion fiscale, a-t-on souligné de même source.

Agence

مكافحة الغش والتهرب الضريبي في نقاش راوية والمنتدى العالمي للشفافية

الجزائر تفتح ملف الانضمام لملف مشروع تآكل الوعاء الضريبي وتحويل الأرباح

■ مناقشة انضمام الجزائر الى الاتفاقية المتعلقة بالمساعدة الإدارية المتبادلة في المجال الجبائي

التونسية حول فرص التعاون المالي
 من جهة أخرى، استقبل وزير المالية السيد عبد الرحمان راوية، وزير الصناعة والطاقة والمناجم التونسية، نائلة نويرة القنجي حيث استعرض معها فرص التعاون والشراكة سيما في المجال المالي، حسبما أفاد به بيان للوزارة. وأضاف ذات المصدر أن هذا اللقاء الذي جرى بمقر الوزارة، يندرج في إطار زيارة السيدة القنجي للجزائر من أجل المشاركة في أشغال اللجنة المشتركة الجزائرية التونسية في مجال الطاقة والمناجم.

وقد استعرض الطرفان، خلال هذا الاجتماع، واقع العلاقات الثنائية وتطرقا إلى فرص التعاون والشراكة لاسيما في المجال المالي. يضيف ذات البيان، كما ناقشا "الوضع الدولي الصعب وتأثيره على اقتصاديات كلا البلدين"، ورحب الطرفان، بهذه المناسبة بالنفس الجديد الذي تعرفه العلاقات الثنائية وهذا بعد زيارة النولة التي قام بها مؤخرا رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، إلى تونس شهر ديسمبر الفارط. وأضافت الوزارة أن هذه الزيارة التي تم تعزيزها "بإعلان قرطاج"، جاءت لتؤكد التوافق التام لوجهات نظر كلا الرئيسين والذي يهدف إلى إرساء أسس جديدة للتعاون الثنائي، لمزيد من التكامل الاستراتيجي والتنمية المتضامنة والمندمجة". كما ناقش الطرفان إمكانيات توفير الآليات المناسبة لتعزيز العلاقات الاقتصادية الثنائية، لاسيما في مجال المؤسسات والصناعات الصغيرة والمتوسطة.

■ لمياء ح

■ استقبل وزير المالية، السيد عبد الرحمان راوية، وفدا عن المنتدى العالمي للشفافية وتبادل المعلومات لأغراض جبائية ومنظمة التعاون الاقتصادي والتنمية وذلك في إطار تجسيد انضمام الجزائر الى المنتدى العالمي، حسبما أفاد به بيان للوزارة. وأضاف ذات المصدر، أن هذا الوفد الذي استقبل بمقر الوزارة، يقوم بزيارة دراسية للجزائر من 30 ماي إلى 2 جوان 2022.

وتابع البيان، أن المحادثات قد تمحورت بشكل اساسي، حول تجسيد انضمام الجزائر إلى المنتدى العالمي وكذا حول الملف المتعلق بانضمام الجزائر الى الاتفاقية المتعلقة بالمساعدة الإدارية المتبادلة في المجال الجبائي.

كما سمح اللقاء، بتضيف الوزارة- بتبادل وجهات النظر حول كيفيات انضمام الجزائر الى مشروع تآكل الوعاء الضريبي وتحويل الأرباح والأطر الشامل.

وذكرت وزارة المالية من جانب آخر، بأن الجزائر كانت قد أشارت إلى انضمامها إلى المنتدى العالمي بتاريخ 30 أوت 2021، وذلك من أجل الاستفادة من مختلف الأدوات متعددة الجوانب التي تم وضعها تحت إشراف منظمة التعاون والتنمية الاقتصادية وكذا المنتدى. ويتعلق الأمر خاصة بالمساعدة على وضع المعايير الدولية للشفافية وتبادل المعلومات وتعزيز الشفافية الجبائية وتطوير أدوات تبادل المعلومات بين البلدان وكذا تعزيز مكافحة ظاهرتي الغش و التهرب الضريبي.

■ راوية يتحادث مع وزيرة الصناعة



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

 dc@mf.gov.dz

 Poste: 2784

www.mf.gov.dz



[@MFinance_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



[MFINANCES CHANNEL](#) وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger